

25

Lettre 931 A/39

Bordereau d'envoi

Division du Service Général de prescriptions de Service.

COORDINATION
des INSTRUCTIONS COMMUNES

Adressé par M^r Paris, Inspecteur Divisionnaire (1)

à M^r le Chef de bureau du (1) ant^r
(1^{er} au 10^e)

N° de N° 10359.

10.000 ex. in-4° carré bulle 56 gr. - 421 A - Imp. GENET (03276-2-38)

| Nature des prescriptions | Números | Nombre | Collections auxquelles sont destinées ces prescriptions | Observations |
|---|---------|--------|--|--------------|
| Lettre n° 931 ^A / ₃₉ du 30-3-39 = | | 1-280 | Collection complète | |
| | | 2-280 | Déligués | |
| | | 3-250 | et affichage dans les bureaux intéressés | |
| | | 4-250 | et lieux de paiement | |
| Bourses d'Internat | | 5-225 | des pensions de retraites | |
| partielle ou | | 6-220 | | |
| totale | | 7-200 | | |
| | | 8-220 | | |
| | | 9-245 | | |
| | | 10-195 | | |

Paris, le 13 avril 1939

L'Inspecteur Divisionnaire
(Service Général - V.B. - S.O.)

(2) Reçu et distribué les prescriptions susvisées.
Distribution effectuée sur l'Arrondissement.

A le
Se (1)

(1) Grade ou emploi.

(2) Biffer, suivant le cas, l'une ou l'autre des deux mentions.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du Personnel.

Paris, le 30 mars 1939

N° 931 A/39

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
MM. les Directeurs des Services Centraux,
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

L'obligation qui est faite aux agents de la S.N.C.F. de cesser leurs fonctions à un âge voisin de 55 ans, en application de l'article 19 du décret-loi du 12 novembre 1938, comporte, pour les Chefs de famille dont les enfants font des études, des conséquences parfois pénibles. C'est ainsi que certains d'entre eux sont obligés, par suite de la réduction de leurs moyens d'existence de quitter la ville qu'ils habitent et la continuation des études de leurs enfants entraîne pour eux une charge très lourde.

Le Ministre de l'Education Nationale, que nous avons saisi de la question, nous a fait connaître qu'il ne peut envisager de créer un régime particulier en faveur d'une catégorie déterminée, mais que nos agents, dont la situation est digne d'intérêt, pourront présenter une demande en vue de l'obtention d'une bourse d'internat partielle ou totale lorsque l'élève devra quitter la résidence de sa famille pour poursuivre des études dans un Etablissement public d'enseignement.

Ces demandes seront à déposer :

- aux Sièges des Inspections académiques, en province,
- au Service des Examens de la Préfecture de la Seine, 3 bis, rue Mabillon, à Paris.

Le Directeur du Service Central du Personnel,
R. BARTH.

NOTA - La présente lettre doit recevoir la diffusion d'une Note Générale A de la Série "Personnel". Elle sera en outre remise aux Délégués et affichée dans les lieux de paiement des pensions de retraites.